

Conseil de Surveillance Extraordinaire du
Centre Hospitalier de Remiremont
Jeudi 9 février 2017
Point presse de Jean HINGRAY Maire

Mesdames, Messieurs,

Je tenais à m'exprimer, à l'issue du conseil de surveillance extraordinaire du Centre Hospitalier de Remiremont, et vous remercie d'avoir répondu favorablement à mon invitation.

Je rappelle qu'initialement cette réunion, qui valide mon élection à la présidence du Conseil de surveillance de l'hôpital, ne devait se tenir que le 9 mars prochain, un quart d'heure seulement avant la réunion du conseil de surveillance commun des Centres Hospitaliers d'Epinal et Remiremont qui devrait se prononcer sur le fameux « projet médical partagé ».

Ce document, je le rappelle, scelle la fin programmée en 2020, de notre maternité et marque une première étape dans le démantèlement de notre hôpital.

J'ai insisté auprès de Madame MARION pour avancer mon élection, je la remercie de m'avoir entendu.

En effet, si depuis décembre dernier je me bats pour sauver la maternité et l'hôpital créés en 1974 par Christian PONCELET, j'ai désormais plus de légitimité pour le faire.

Je ne laisserai pas, des instances administratives, refuser l'accès aux soins à une population, sur un bassin de vie qui s'étend, du sud d'Epinal, au nord de la Franche-Comté et aux portes de l'Alsace.

Je ne laisserai pas, ces instances administratives, nier une réalité sociale, une réalité sanitaire, une réalité géographique et une réalité économique.

Je ne laisserai pas, ces instances, sacrifier pour des raisons budgétaires, des équipements de santé publics de qualité.

Je veux que tous les habitants, de ce bassin de vie, de ce territoire, puissent s'exprimer sur ce sujet. C'est pourquoi, j'ai décidé d'organiser, dans ma ville, une consultation populaire.

Les Romarimontains seront invités à répondre par oui ou non à une question : « voulez-vous que votre maternité et votre hôpital gardent les mêmes compétences et la même excellence ».

Je propose à tous mes collègues Maires, d'initier la même démarche auprès de leurs concitoyens.